

Xerfi Canal, la revue audiovisuelle de l'économie, la stratégie et du management

 xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-demondialisation-est-elle-necessaire-pour-une-certaine-protection-sociale-_3746872.html

Guerre commerciale et démondialisation

Olivier Passet - Directeur des synthèses, Xerfi

08/02/2019 05:18

La démondialisation a pris le visage de la guerre commerciale ces derniers mois. L'irruption de barrières tarifaires est sans ambiguïté perçue comme une menace pour la croissance mondiale. Le ralentissement induit du commerce international ne peut qu'avoir des retombées négatives sur l'activité de pays de plus en plus extravertis.

Le premier effet des barrières, c'est 1/ d'entraîner un ralentissement en cascade des volumes exportés et importés. Ce choc visera au premier chef la Chine, du fait de son exposition au marché américain, et par effet dominos ses principaux fournisseurs : la Corée, le Japon et l'Allemagne et les États-Unis. Et les représailles chinoises sur les exportations américaines devraient impacter au premier chef l'agriculture et notamment les producteurs de soja, l'aéronautique et l'automobile. 2/ Il y'a ensuite la désorganisation des chaînes d'approvisionnement. L'industrie électronique (Apple en tête) ou l'automobile sont très dépendants des composants chinois. 3/ Enfin, il y a l'effet prix. Le renchérissement des biens de consommation ou du prix des inputs pèse sur la demande intérieure des économies en conflit. Cela, les maquettes économétriques le restituent bien. Les effets mécaniques en cascade sur les exportations, et les effets prix qui érodent le pouvoir d'achat en interne. Bref, si les États-Unis infligent des droits de douane de 20 à 25 % sur plus de la moitié des produits chinois, comme ils en font la menace, c'est un choc négatif bien perceptible sur l'activité mondiale qui pourrait dépasser un demi-point de croissance à court terme.

L'Europe, éventuelle grande gagnante

Comme toujours, en économie, tout ne joue pas dans le même sens. Les zones du monde qui ne sont pas en prise directe avec cette guerre tarifaire peuvent bénéficier 1/ D'une baisse du prix des matières premières, dans le sillage du ralentissement du commerce mondial. 2/ D'un redéploiement des chaînes d'approvisionnement des entreprises pénalisées sur les produits sino-américains. Certains pays en profiteront pour se repositionner sur certains marchés qui ont été perdus côté chinois ou côté étatsunien. Pour la CNUCED, l'Europe pourrait être la grande gagnante de cette confrontation. Sur les 250 milliards de dollars d'exportations chinoises vers l'Amérique,

soumis à des tarifs punitifs, 82% seraient remplacés par des exportations d'autres pays. La proportion serait quasiment la même (85%) pour les flux allant des États-Unis vers la Chine. Les exportateurs européens récupérerait 50 milliards de dollars sur les produits chinois jusqu'alors vendus en Amérique, et 20 milliards sur les produits américains vendus en Chine, soit au total 70 milliards. Cela représente un choc positif de 3,5% sur les exportations extra-européennes. C'est loin d'être négligeable, et cet effet est certainement mal pris en compte par l'économétrie.

Mondialisation, un bilan ambigu pour les pays avancés

Et puis il y a ce que les modèles ne disent pas. Les effets d'offre, notamment, supposés trop lents pour imprimer leur marque. Il faudra du temps aux entreprises américaines pour ressourcer leurs chaînes d'approvisionnement sur le territoire. Et les substituts aux produits chinois coûteront plus chers. Dans ces modèles, croissance mondiale et expansion de l'activité évoluent de pair. Plus de croissance se marie avec plus d'échanges internationaux (autrement dit plus de mondialisation) et réciproquement... Tout cela étant conforme à la théorie classique des échanges. Quand on projette la courbe de croissance mondiale sur celle de croissance des échanges internationaux de biens et services, on se dit que c'est globalement vrai. En tendance comme en variation. Mais il suffit simplement de différencier la dynamique d'activité des pays émergents et en développement de celle des pays avancés, pour saisir que ce résultat global recouvre des réalités contrastées. Le bilan de la mondialisation est plus qu'ambigu concernant les pays les plus avancés, soumis aux pressions à la baisse sur les prix, les coûts unitaires et les capacités. L'effet d'offre, sera-t-il si lent, si peu perceptible ? C'est la question véritable, dont la réponse peut surprendre à l'heure de la robotisation. A l'heure aussi où les circuits de facturation peuvent se jouer des frontières et des barrières tarifaires.

La guerre tarifaire est très largement désignée comme l'un des risques majeurs qui pèse sur la croissance de 2019-2020. Elle n'aura certainement pas l'ampleur que promettent les surenchères du moment. Et elle n'aura peut-être pas l'effet macro-économique délétère que lui prêtent nos raisonnements standards.

Xerfi Canal, la revue audiovisuelle de l'économie, la stratégie et du management

[xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Une-certaine-dose-de-protectionnisme-peut-elle-favoriser-une-protection-sociale-_3746901.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Une-certaine-dose-de-protectionnisme-peut-elle-favoriser-une-protection-sociale-_3746901.html)

Une dose de protectionnisme pour sauver la protection sociale



Olivier Passet - Directeur des synthèses, Xerfi

15/02/2019 05:06

Plus de protectionnisme crée-t-il plus de marges pour la protection sociale dans les pays développés ? Nos économies se sont bâties sur un crédo quasi intouchable. L'ouverture des échanges est avantageuse pour tous : elle optimise l'allocation des ressources, et induit plus de gains de productivité donc de croissance et la mise à disposition de produits moins coûteux pour le consommateur. Ce socle de prospérité permet de financer une protection sociale généreuse et réciproquement, une bonne couverture assurantielle, favorise la prise de risque, donc l'innovation dans pays les plus avancés. Dans ce meilleur des mondes, faibles barrières tarifaires et non tarifaires, protection sociale et innovation marchent de concert.

A l'inverse, détricoter ce qui a été fait en matière de libre circulation, des marchandises des capitaux et des hommes, c'est s'exposer à de gros problèmes de renchérissement des produits, de désorganisation de chaînes de valeur très internationalisées, et de ralentissement des débouchés externes...Autant dire que les effets récessifs ne peuvent que compliquer l'équation sociale.

Creusement des inégalités

Bref, croire que le protectionnisme pourrait permettre de consolider nos états providence relève de l'illusion. À cela près, que derrière sa fluidité, le raisonnement esquive ne nombreux vrais problèmes bien objectivés à ce jour. 1/ Le caractère plus ou moins faussé du jeu concurrentiel (c'est l'argument principal de Trump face à la Chine). Le jeu est gagnant-gagnant si tout le monde en respecte les règles...sauf que ce n'est pas le cas aujourd'hui, notamment en matière de propriété intellectuelle 2/ Les effets d'agglomération : ces derniers tendent à concentrer géographiquement les avantages des échanges, là où ils ont été déjà bâtis, creusant le fossé entre gagnants et perdants 3/ Certains secteurs « qualifiés de stratégiques » comportent de telles externalités sur l'ensemble du tissu productif que leur perte de contrôle ou leur délocalisation est plus coûteuse que de s'en remettre au meilleur offreur.

Et *in fine*, ce processus imparfait produit un creusement des inégalités et vulnérabilise certaines populations plus que d'autres. Au plan mondial, c'est l'hyper concentration de la rente technologique et financière qui fait que les 1% les plus riches du monde ont capté 27% de la croissance mondiale entre 1980 et 2016. C'est le fait que les personnes comprises entre les 70 et 90èmes centiles, autrement dit les classes populaires et moyennes des pays riches, ont été largement oubliées de la croissance mondiale, comme le montrent les travaux de Branko Milanovic, récemment interrogé par Adrien de Tricornot sur Xerfi Canal. Et au sein des pays développés, c'est le constat que les inégalités primaires ne cessent de se creuser concentrant les gains de la croissance sur les 10% les plus riches.

Des conséquences délétères

Cela a trois conséquences principales. 1/ Les inégalités sont sources d'inefficacité économique et de faible croissance car elles sapent les débouchés intérieurs et la mobilité sociale. Autrement dit, l'idée que l'ouverture c'est forcément plus d'efficacité pour plus de croissance perd de son évidence 2/ Les inégalités primaires alourdissent la facture sociale 3/ L'hyper concentration de la richesse sape le financement de l'État providence puisque c'est précisément en haut de la distribution des revenus que les possibilités d'évitement sont les plus fortes.

Il y a donc bien une légitimité forte à s'interroger sur une redéfinition des règles du jeu international. Pour rééquilibrer, via des barrières tarifaires ou non, les relations faussées avec les pays en situation de *dumping* fiscal et

social ou environnemental. Pour limiter ensuite le pillage de la propriété intellectuelle, si l'on veut que les emplois détruits trouvent une opportunité de se reconstituer à la frontière technologique Pour favoriser enfin la concentration et les rentes, dans certains secteurs stratégiques, au bénéfice de l'accumulation, même si c'est au détriment du consommateur à court terme : par exemple, la maîtrise de la filière des énergies renouvelables, pour gagner une indépendance énergétique. Idem, dans le digital face au risque de tutelle des GAFA et BATX. Il ne s'agit pas d'une hérésie, mais d'un protectionnisme ciblé, qui prend en compte de vraies frictions.